

Le non l'emporte en Irlande : retour au réel pour les dirigeants de l'Union européenne

Le non au traité de Lisbonne, frère jumeau du Traité constitutionnel européen (TCE), vient de l'emporter en Irlande. C'est une bonne nouvelle pour la démocratie. Les gouvernements européens avaient tout fait pour que, suite au double non français et néerlandais au TCE, les peuples européens soient totalement écartés du processus d'élaboration et de décision du nouveau traité. Non débattu, entériné à la va-vite, les gouvernements européens s'étaient mis d'accord pour en refuser toute ratification par référendum. La constitution irlandaise le rendant obligatoire, le peuple irlandais a voté pour tous les peuples d'Europe.

Ce que viennent de refuser les Irlandais, ce qu'avaient refusé en 2005 les Français et les Néerlandais et ce qu'aurait probablement refusé la grande majorité des peuples d'Europe si l'occasion leur en avait été donnée, c'est une Europe anti-sociale et anti-démocratique. Anti-sociale car des derniers arrêts de la Cour européenne de justice qui autorisent le dumping social, au projet récent de directive sur le temps de travail qui officialise, de fait, les 65 heures par semaine, en passant par les directives de déréglementation des services publics, l'Union européenne se construit autour de l'extension sans fin de la concurrence de tous contre tous. Anti-démocratique car, la plupart du temps, les citoyens européens n'ont pas leur mot à dire sur l'avenir de l'Union, sont exclus des décisions ou pire encore quand leur vote est nié.

C'est cette Europe qui est refusée et c'est à sa refondation qu'il faut s'atteler pour qu'enfin l'Europe puisse devenir une Europe garantissant des droits de haut niveau pour ses habitants et solidaire avec les peuples du monde. Le non irlandais est un rappel à la réalité pour les gouvernements et les institutions européennes. Il offre une nouvelle occasion pour qu'un nouveau cours soit donné à la construction européenne. Il est peu probable que les classes dirigeantes européennes la saisissent. Il appartient aux citoyens de l'Europe de se mobiliser pour leur faire entendre raison.

Le 13 juin 2008